



EMPLOI, SALAIRES, DROITS SOCIAUX

CONTRE L'OFFENSIVE PATRONALE ET GOUVERNEMENTALE

C'EST DANS LA RUE QUE

NPA

NOUS DEVONS NOUS FAIRE ENTENDRE !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 12 OCTOBRE 2021

Depuis 18 mois, gouvernement et patronat ont pris prétexte de la crise sanitaire pour détruire encore un peu plus les droits sociaux des travailleurs et dégrader nos conditions de travail. Le « pass sanitaire » en est un des derniers avatars.

Mais non contents de leur gestion autoritaire et mensongère de l'épidémie de Covid-19, ils en ont profité pour accélérer leurs attaques, à l'image de la contre-réforme de l'assurance chômage qui s'applique depuis le 1er octobre.

Résultat : plus de 1,5 million de chômeurs vont voir leurs indemnités réduites en moyenne de 17 %. Sans oublier, évidemment, la réforme des retraites que le gouvernement peut remettre sur la table à tout moment...

Dans le même temps, 10.000 personnes continuent de mourir chaque jour dans le monde du Covid-19, alors que des vaccins efficaces à 90% contre les formes graves existent.

Mais à cause des brevets de l'industrie pharmaceutique, moins de 1% des habitants des pays pauvres sont vaccinés.

Et Macron qui participe au blocage de la demande de levée des brevets à l'Organisation Mondiale du Commerce !

AUGMENTEZ NOS SALAIRES !

Leur politique est claire : taper sur les chômeurs, réduire drastiquement leurs allocations, précariser et faciliter les licenciements dans le privé comme dans le public.

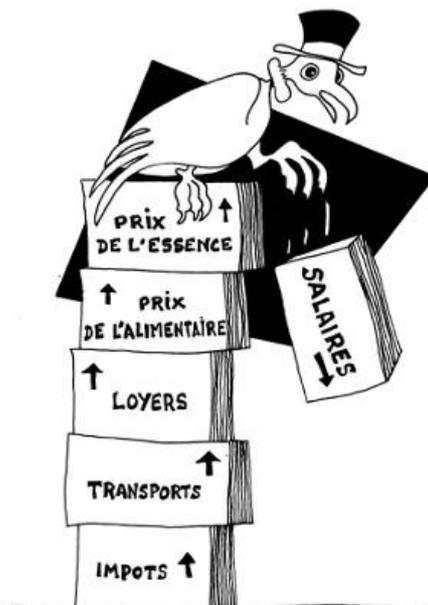
Et pour tous les autres, à qui l'on veut faire croire qu'ils et elles ont bien de la chance de garder un emploi, il faudrait alors se satisfaire de conditions de travail dégradées, d'horaires infernaux et d'un salaire de misère...

Mais tandis que les salaires, les pensions et les allocations baissent ou stagnent, les dépenses ne cessent d'augmenter, à l'image de la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, des loyers qui deviennent inaccessibles, de l'essence qui frôle les 2 euros et

des aliments de première nécessité qui deviennent inabordables.

C'est bien pour cela qu'une augmentation des salaires n'aura de sens pour notre classe sociale que si elle est indexée sur le vrai coût de la vie (le coût du logement, des biens de première nécessité, de l'énergie...).

IL EST POSSIBLE DE SE BATTRE... ET DE GAGNER !



Le NPA, et son candidat Philippe Poutou, revendiquent une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations de 300 euros nets pour toutes et tous, et pas un salaire en dessous de 1.800 euros nets. Et pour que nous puissions toutes et tous travailler, il est nécessaire de répartir le travail entre tous. C'est pour cela que nous exigeons l'interdiction des licenciements et la baisse générale du temps de travail.

Pour financer tout cela, de l'argent, il en y a ! Au 1er juin 2021, les seuls milliardaires français totalisaient 492 milliards d'euros de patrimoine, soit près d'un cinquième du produit intérieur brut français. Et cette année, en France, ce sont plus de 51 milliards d'euros qui auront été

distribués aux actionnaires !

Malgré la situation difficile que nous connaissons, le monde du travail ne se laisse pas faire ! Dans plusieurs entreprises, dans différents secteurs professionnels, elles et ils s'organisent déjà pour résister aux attaques.

Après la journée de grève et de manifestation du 5 octobre, toutes ces luttes, toutes ces revendications, doivent s'unir et converger pour construire le « tous ensemble » indispensable contre ce gouvernement.

Aux côtés des chômeuses et des chômeurs durement attaqués, pour défendre l'ensemble de nos droits sociaux, arracher des augmentations de salaire et interdire les destructions d'emplois, il est plus que temps de reprendre durablement le chemin de la contestation sociale, dans les grèves et dans la rue

ACCORD DE COMPETITIVITE : C'EST NON !

En présentant son futur « accord de compétitivité », Renault espérait écraser tout désir de résister. Mais raté pour lui! En débrayant massivement lundi 4 octobre, en prévenant qu'ils allaient remettre ça, les travailleurs de Cléon ont prouvé qu'ils n'étaient pas enclins à se laisser piétiner. Tout comme ceux de Lardy.

Alors que la question du pouvoir d'achat est dans toutes les têtes, c'est le moment choisi par l'entreprise pour annoncer la remise en cause du paiement des 20 minutes de pause et son remplacement par une « garantie accessoire ». Avec pour résultat un gel des salaires pour les 3 prochaines années, en neutralisant toute augmentation de salaire. Et pour les futurs embauchés : ni pause payée, ni garantie accessoire. Et parce que ça ne leur suffit pas, c'est l'annonce de l'abaissement à 20 % de la majoration des heures supplémentaires et leur calcul au mois (au lieu de la semaine), pour réduire celles qui seront majorées.

C'est encore l'accroissement de la flexibilité, avec la possibilité d'allonger la journée de travail à leur guise, d'imposer 8 samedis obligatoires, de piquer les franchises congés et Noël pour les mettre à la disposition de la direction et de basculer des congés individuels (CTI) en congés collectifs (CTC), également entièrement à la disposition de la direction.

Alors, pour obliger Renault à remballer son projet, une solution: préparer le blocage de sa production.

SARKOZY CONDAMNÉ, MAIS TOUJOURS PRÉSUMÉ INNOCENT !

Reconnu coupable d'avoir délibérément crevé le plafond autorisé de ses dépenses

électorales en 2012, au moyen de pratiques frauduleuses, Sarkozy vient d'être condamné à trois ans de prison dont un ferme. Mais le tribunal a souhaité lui éviter la prison, avec un « aménagement de peine », à domicile, sous surveillance électronique. Sarkozy a aussitôt crié à l'injustice. Aurait-il oublié ce qu'il déclarait au journal Le Parisien le 3 novembre 2015 : « *Je souhaite qu'il n'y ait pas de mesures d'aménagement de peine pour les peines supérieures à six mois. Ma détermination est simple : toute peine prononcée doit être exécutée* ».

Dans les faits, pour l'instant, il n'y aura ni prison, ni confinement à la maison avec bracelet électronique, car il a fait appel de la décision du tribunal. Et quand on a de l'argent, les procédures de recours peuvent durer très longtemps. Il a même dit vouloir aller jusqu'à la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Rien que ça ! Il faudra sûrement des années avant une décision définitive. En attendant, il est libre, et toujours présumé innocent !

CHÔMEUSE ET RÉVOLTÉE

« J'ai 47 ans. Au chômage depuis 2012. Quand mon usine a fermé, tout le monde a été licencié. Depuis j'alterne Intérim, chômage et CDD. Avec des contrats de plus en plus courts. J'enrage quand je les entends nous bassiner avec les 300.000 offres d'emplois qui ne trouvent pas preneurs : preuve que les chômeurs préféreraient se la couler douce plutôt que de bosser. Alors, ils sont pour la réforme de

l'assurance chômage de Macron. Elle va priver d'allocations de plus en plus de chômeurs, et baisser celles d'un million d'autres. On voit où ils veulent en venir : nous obliger à accepter n'importe quel boulot payé au lance pierres. Comme si c'était un choix d'avoir été privée d'emploi. Les lois Macron ont facilité les licenciements : le patron peut te mettre dehors même s'il fait des bénéfices, juste pour en faire encore plus. Cela peut arriver à n'importe qui. Plutôt que de traiter les chômeurs de « fainéants » ou d'« assistés », pourquoi ne pas se battre ensemble pour le droit à un emploi stable et correctement payé pour tout le monde ? »

EXPROPRIATION

DES SPECULATEURS IMMOBILIERS A BERLIN ?

C'est l'exaspération vis-à-vis de l'inflation des prix des loyers qui a poussé les berlinoisEs à voter par une large majorité (56,4%) le dimanche 26 septembre pour l'expropriation des grandes sociétés immobilières de Berlin. Le référendum qui s'inscrit dans les élections régionales n'est pas contraignant, mais pourrait acter le transfert de quelque 240 000 appartements dans la sphère publique. Ce vote intervient comme une réaction à l'invalidation par la Cour de Karlsruhe au printemps dernier de plafonner les prix des loyers qui ont presque doublé en 10 ans. « J'attends du prochain gouvernement régional, quelle que soit la forme qu'il prendra, qu'il inscrive dans son accord de coalition une feuille de route claire pour la rédaction d'une loi de socialisation [des logements] et qu'elle commence à la préparer immédiatement » a prévenu Rouzbeh Taheri, porte-parole de « Exproprier Deutsche Wohnen & Co » Reste à voir ce que le gouvernement régional en fera, mais une chose est sûre, à Berlin ou ici, la colère monte au moins autant que les prix.

RÉUNION PUBLIQUE



JEUDI 14 OCTOBRE À 19H30

FACE À LA CRISE SOCIALE ET SANITAIRE

LUTTER, PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN

ET EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

MJC Rouen Rive Gauche / métro St Sever



NPA ROUEN / CORRESPONDANCE@NPA76.ORG